



Pénal

ACTUALITÉ JURIDIQUE PÉNAL



246

Le phénomène « mise en danger d'autrui », retour sur une infraction pas si discrète Sylvie Jouniot

254

Aux sources de l'abolition du discernement : à propos de l'affaire *Sarah Halimi* Jean-Baptiste Thierry

257

La fin de la mise en cause du cardinal Barbarin et le renouveau du délit de non-dénonciation de mauvais traitements Audrey Darsonville





Version numérique incluse*



22	5 T	-ri	h	un	0
		- 1 - 1	LИ	VIII.	

228 Au fil du mois

231	Dossier	MISE EN	OEUVRE DE	LA JUSTICE	DE PROXIMITÉ
		1 1105 -11	OFO SIVE DE		



Agir sur la délinquance de proximité : la pratique du parquet de Rouen interview de Pascal Prache	232
Les apports de la loi nº 2021-401 du 8 avril 2021 en matière d'alternatives aux p par Franck Ludwiczak	
La déjudiciarisation de la procédure de TIG : entre présupposés et occasions n	nanquées
La justice restaurative en France, des normes et de leurs dévoiements	

246 Pratiques

Le phénomène « mise en danger d'autrui », retour sur une infraction pas si dis	
par Sylvie Jouniot	246
Pour une révision des aménagements des longues peines	
par Évelyne Bonis et Nicolas Derasse	250

254 Jurisprudence

CRIM. 14 AVRIL 2021, N° 20-80.135 Aux sources de l'abolition du discernement : à propos de l'affaire Sarah Halimi par Jean-Baptiste Thierry	254
CRIM. 14 AVRIL 2021, N° 20-81.196 La fin de la mise en cause du cardinal Barbarin	
et le renouveau du délit de non-dénonciation de mauvais traitements par Audrey Darsonville	257

Infractions

ADMINISTRATION DE SOBSTANCES NOISIBLES Rappel sur les éléments constitutifs de l'administration de substances nuisibles Crim. 23 mars 2021, nº 20-81.713 par Samy Douider
CRIME CONTRE L'HUMANITÉ La chambre d'appel de la CPI confirme l'acquittement de Laurent Gbagt CPI, ch. d'appel, 31 mars 2021, nº ICC-02/11-01/15-1400 par Ghislain Poissonnier262
HOMICIDE VOLONTAIRE Du possible lien entre violences volontaires et homicide involontair Crim. 23 mars 2021, nº 20-82.416 par Jean Boudot

INFRACTIONS SEXUELLES

Viol et agressions sexuelles sur mineur de 15 ans : portée interprétative de la loi du 3 août 2018 Crim. 17 mars 2021, nº 20-86.318 par Jérôme Lasserre Capdeville ... 266

Procédure pénale

DONNÉES PERSONNELLES

Accès aux données personnelles dans les procédures pénales : le parquet sur la touche

DROIT DE SE TAIRE

Notification du droit de se taire devant la chambre de l'instruction : une exigence conventionnelle et constitutionnelle Crim. 24 févr. 2021, nº 20-86.537 et Cons. const. 9 avr. 2021, nº 2021-895/901/902/903 QPC par Guillaume Courvoisier-Clément..269

GARDE À VUE

Le droit à un nouvel entretien avec l'avocat dès l'extension de la garde à vue Crim. 2 mars 2021, nº 20-85.491 par Alice Pujol271

MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN

La CEDH dans le sillage de la CJUE CEDH 25 mars 2021, nos 40324/16 et 12623/17, Bivolaru et Moldovan par Constance Ascione Le Dréau.......... 272

MINEURS

Silence, c'est le RRSE Cons. const. 9 avr. 2021, nº 2021-894 QPC, M. Mohamed H par Eudoxie Gallardo

Exécution des peines

CONDITION DE DÉTENTION

Conditions de détention indignes à la maison d'arrêt de Nanterre et actions de rétorsion contre le détenurequérant : l'État condamné CE 16 déc. 2020, nº 447141 par Benoit David 275

277 Des chiffres pour comprendre

2010-2020 : une décennie d'évaluation de la justice française par la CEPEJ par Camille Miansoni......277

ADMINISTRATION		
DE SUBSTANCES NUISIBLES	ÉLÉMENT MATÉRIEL	
	Absorption de la substance	261
ALTERNATIVES AUX POURSUITES	LOI DU 8 AVRIL 2021	
Dossier	Réforme	234
CRIME CONTRE L'HUMANITÉ	Асоиттемент	
	Laurent Gbagbo	262
DONNÉES PERSONNELLES	DOMAINE DE CONSERVATION	
	Criminalité grave	267
DROIT DE SE TAIRE	CHAMBRE DE L'INSTRUCTION	
to problem or other lands of the contract	Généralisation de la notification	269
	Mineurs	
	Recueil de renseignements socio-éducatifs	274
DROITS DE LA DÉFENSE	GARDE À VUE	
	Extension à de nouveaux faits	271
INFRACTIONS NON INTENTIONNELLES	HOMICIDE INVOLONTAIRE	
THE REAL PROPERTY OF THE PERSON OF THE PERSO	Barrage de Sivens	264
	MISE EN DANGER D'AUTRUI	
Pratique	Extensions de l'infraction	246
INFRACTIONS SEXUELLES	Loi du 3 août 2018	
INTRACTIONS SEXCELLES	Loi interprétative	266
	Non dénonciation	
Arrêt du mois	■ Loi du 15 avril 2021	257
JUSTICE RESTAURATIVE	GÉNÉRALISATION	
Dossier	■ Dérives	242
MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN	COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME	
HANDAI D'ARREI EOROI EEN	Risque de traitement inhumain ou dégradant	272
MINISTÈRE PUBLIC	Procédures rapides	
Dossier	Justice de proximité	232
PEINE Pratique	LONGUES PEINES Propositions de réforme	250
Fraudue		230
Dossier	TRAVAIL D'INTÉRÊT GÉNÉRAL Services pénitentiaires d'insertion et de probation	238
PRISON	Conditions de détention indignes	275
	Maison d'arrêt de Nanterre	275
RESPONSABILITÉ PÉNALE	ABOLITION DU DISCERNEMENT	05/
Arrêt du mois	Prise de stupéfiants	254
STATISTIQUES	COMMISSION EUROPÉENNE	
Données chiffrées	Évaluation de la justice française	277



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement. Retrouvez également vos revues feuilletable sur Dalloz-Revues.fr